Angles d'Attac

association pour une **t**axation des **t**ransactions financières pour l'**a**ide aux **c**itoyens et citoyennes.

Bulletin d'information mensuel d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève – www.suisse.attac.org

Numéro 44 – octobre 07

>>>SOMMAIRE>>>

>>> Cessons d'être des moutons!>

L'automne en Suisse s'annonce, une fois de plus, très chaud. Cette année, la campagne raciste et discriminatoire de l'UDC en donne le ton. Que ce soit à travers le scandale des affiches, ou la paranoïa autour du prétendu complot contre M. Blocher, l'UDC domine le discours public. Grâce aux polémiques qu'il engendre (malheureusement souvent alimentées par ses détracteurs), grâce aussi à la place que les médias lui accordent, le parti conservateur est omniprésent. [1] La campagne menée par l'UDC est en train de polariser la société. La vision manichéenne du mouton noir et blanc va-t-elle désormais structurer le discours politique de notre pays, entre « bons » et « mauvais » suisses, entre « étrangers » et « autochtones » ?

Ce serait oublier que les affiches racistes ne sont que la pointe de l'iceberg, l'expression la plus visible et caricaturale de la politique dominante. Audelà de cette campagne raciste, il y a depuis de nombreuses années la mise en place de politiques (et d'un système de valeurs) d'une grande brutalité, qui visent les personnes les plus fragiles de notre société. Et l'UDC est loin d'être le seul porte-parole de ce projet en Suisse, bien au contraire, puisque la grande majorité des partis le défende également : on retrouve aujourd'hui partout dans le monde politique un discours libéral décomplexé. Beaucoup ne cachent plus leur volonté de démanteler systématiquement l'Etat, de briser la solidarité et la cohésion sociale, de cristalliser les haines contre les plus faibles. Etrangers ou handicapés, chômeurs ou jeunes sont accusés d'être les profiteurs d'un Etat trop généreux et trop laxiste. Que ce soit à travers la révision de l'AI, le durcissement des lois sur les étrangers et l'asile, la deuxième révision de l'imposition des entreprises (sur laquelle nous voterons en février, et qui offrira un nouveau cadeau fiscal aux actionnaires les plus riches des entreprises cotées en bourse), ou encore la dénonciation de la convention collec-

>>>



17'000 personnes ont participé à la grande manifestation du 22 septembre à Zurich pour la défense de la convention collective de la construction. Lors de son assemblée générale, attac suisse a voté un message de soutien à cette lutte syndicale aux enjeux considérables. A suivre ! *(Photo unia)*

JAB 2500 BIENNE 4
Retours à attac, rte de Jussy 14b, 1226 Thônex

>>>AGENDA>>>

>National>

Vendredi 5 au dimanche 7 octobre

2ème Congrès germanophone sur l'allocation universelle, appelée aussi « revenu d'existence », co-organisé par attac suisse, Université de Bâle. Plus d'information : www.grundeinkommen2007.org.

Samedi 6 octobre, 9h

Coordination nationale d'attac suisse, restaurant Casa d'Italia, Berne.

Samedi 6 octobre, dès 12h

Manifestation anti-UDC, centre-ville (lieu à confirmer), Berne. Plus d'information sous : www.le-mouton-noir.ch



>Genève>

Mardi 9 octobre, 20h

Comité mensuel d'attac genève, Maison des associations, rue des Savoises 15.

Mercredi 10 octobre, 19h

Projection du film d'attac suisse *« Permis d'évader »*, suivi d'une conférence avec des élues et élus locaux sur leurs positions en matière de fiscalité, Uni Mail.

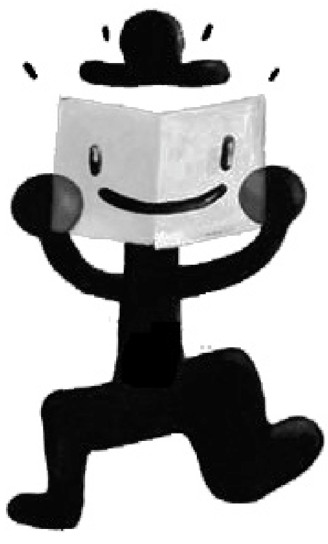
>>>

tive de la construction, ces politiques, soutenues par le patronat et les lobbys économiques suisses, rompent avec la solidarité sociale et augmentent la division dans notre société.

Ne nous conduisons pas comme des moutons !
Il reste important de crier son refus des politiques racistes. Il faut cependant aussi mettre en avant les vrais objectifs portés par la classe dirigeante, montrer comment celle-ci ne défend que les intérêts d'une élite économique, au détriment du peuple. Ce n'est pas une personne qu'il faut neutraliser, mais tout le système néolibéral qu'il faut renverser. Parce que ce système, précisément, se nourrit des inégalités, il engendre ce genre de rhétorique populiste, leur confère leur puissance, leur pouvoir. Ce système s'appuie sur la faiblesse et la paupérisation des uns pour mieux enrichir les autres : il a donc besoin de la haine et de la peur. Car il ne peut se perpétuer sans travailleurs à opposer les uns aux autres, sans « abuseurs » à dénoncer, sans pauvres à précariser.

En cet automne crispé, ne tombons dès lors pas dans le piège que nous tend le prisme déformant de l'actualité, à savoir nous épuiser à détruire l'image de certains hommes politiques -aussi détestable soit leur discours. Concentrer nos slogans contre certaines personnalités emblématiques ne fait qu'augmenter leur audience, leur permet de se poser en martyrs et de crier au complot. Or, derrière le tribun du jour, il y a des dizaines de personnes tous partis confondus prêtes à le remplacer et poursuivre le même programme antisocial. Il faut donc articuler les slogans du jour avec la dénonciation de la politique plus générale, élargir la légitime révolte contre des propos racistes pour montrer en quoi cette campagne s'insère dans le projet social et économique actuel. Construire un tel contre-discours est une urgence. Elargissons le combat !

Notes :
[1] Le rapport entre médias et pouvoir a d'ailleurs été un des axes d'analyse de la 4e Université d'été d'attac suisse (vous en trouverez les comptes-rendus dans ce numéro).



Vous cherchez de la lecture ?

Rendez-vous sur le site d'attac suisse et profitez de notre boutique en ligne !

WWW.SUISSE.ATTAC.ORG/BOUTIQUE

>>> Démocraties malades de leurs médias >>>

La 4e édition de l'Université d'été d'attac suisse s'est tenue du 7 au 9 septembre à Bienne sous le titre « Manipulés ou manipulateurs ? les médias, fabrique du consentement à l'heure de la mondialisation ». Pendant trois jours, environ 300 personnes s'y sont retrouvées afin de réfléchir en commun sur l'état de santé de nos médias. Un appel à tenir des Etats généraux pour 2008 rassemblant professionnels et public a été lancé.

A l'heure des concentrations croissantes et de la marchandisation toujours plus importante de l'information, le choix du sujet apparaît des plus pertinents, au regard du mandat fondateur de l'association : « Reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière ». La volonté d'une réflexion approfondie sur le sujet a surgi au sortir du sommet du G8 de Heiligendamm où les mouvements altermondialistes ont été malmenés dans les médias. Pour Florence Proton, secrétaire générale, il devenait pressant de se pencher sur la façon dont les médias modèlent l'opinion.

La prise de parole des intervenant-e-s et des participant-e-s, d'horizons divers, a permis de susciter des débats d'une grande qualité. Venus de différentes régions linguistiques, des journalistes, des militant-e-s, des syndicalistes, des écrivain-e-s, des sociologues et des citoyen-ne-s de tous bords ont pu, grâce à l'aide précieuse de deux traducteurs, échanger leurs points de vues et émettre des propositions. Trois axes de réflexion ont soutenu les interventions et débats : celui d'une posture philosophique à adopter vis-à-vis du rôle des médias, celui de la structure des entreprises de presse et de ses conséquences et, enfin, celui des points d'appui qui permettent l'action.

Médias : un service public !

Le constat est unanime : les médias sont bien devenus un espace étouffé par la publicité au profit de la sphère financière. Ils ne sont plus le quatrième pouvoir qui donne au citoyen une connaissance éclairée de sa société. La méfiance à leur égard s'est accrue et l'insécurité informationnelle, tant pour les journalistes que pour le public, a gagné du terrain : « On se demande aujourd'hui : pourquoi les médias nous trahissent ? Et non plus : pourquoi ils nous éclairent ? », lance Ignacio Ramonet. Comment en est-on arrivé là ? Qui sont les responsables ? Les journalistes ? Les lecteurs ? Les structures de l'économie mondiale ? Un peu tout cela à la fois. Il ressort des débats que les médias fabriquent du consentement mais qu'ils sont également le reflet du consentement ambiant. Les difficultés rencontrées par les journaux alternatifs ou indépendants à trouver des lecteurs ainsi que l'échec d'un projet comme Antidot en attestent. La conception partagée et défendue par tous les participant-e-s lie intrinsèquement information et service public. L'information est considérée comme un pilier de la santé de nos démocraties.

Concentration de l'info

Une large responsabilité de cette situation revient à la structure des entreprises de presse. Les concentrations ne cessent d'augmenter tant au plan international que local. Les entreprises de presse fonctionnent désormais comme n'importe quelle autre entreprise. Elles s'adressent à des consommateurs et non à des citoyens, les journalistes sont des facteurs de coût et l'information une marchandise. Pourquoi les médias auraient-ils échappé à la logique de rentabilité qui pèse sur tous les secteurs ? La recherche du profit crée de la malinfo comme elle crée de la malbouffe.

Deux variables d'ajustement sont utilisées à cet effet : la suppression de postes et la course aux annonceurs. Le journaliste n'a plus d'autonomie. Il est coincé entre son propriétaire, son rédacteur en chef, sa précarité et sa concurrence. Il est soumis à la dictature de l'immédiateté, il doit faire court. Michel Schweri du Courrier témoigne du découragement de ses confrères : « beaucoup de journalistes prennent le pli et justifient qu'ils ne peuvent pas faire de la qualité, alors ils renoncent ». Comme les annonceurs veulent des part de marché, l'information se fait « omnibus, sans enjeux, sans point de vue, sans antagonisme », raconte Olivier Voirol. Pour vendre l'information, les entreprises de presse favorisent alors l'événementiel, l'affrontement au détriment du fond, la météo et le faits divers. Ce dernier point a été largement illustré par Innocent Naki, qui a démontré les glissements vers la démagogie et le populisme que cela entraîne.

La publicité se fait omniprésente. Elle détermine des modèles de comportements sexistes et crée des besoins de consommation effrénée. Cet espace qu'elle a gagné s'est fait au détriment d'autres informations. Ainsi, « la futilité des images couvre la brutalité des temps », lance Bruno Clément.

Meilleure info ? Action !

Plusieurs propositions d'actions ont émergé de l'Université. Individuellement, les actions passent par un soutien aux radios et aux télévisions publiques, par le paiement de nos redevances et par la souscription à des abonnements de journaux de bonne qualité et/ou à des journaux alternatifs. Les mouvements sociaux devraient dénoncer systématiquement la non application des dispositions légales qui régissent les radios et télévisions du service public et lancer un observatoire national des médias.

De ces trois journées, ressort la nécessité de faire des médias une question centrale. Bruno Clément et Denis Perais on appelé à tenir des Etats généraux en France et en Suisse pour 2008. Ces rencontres devraient rassembler les professionnels, le public et toutes les associations, organisations concernées par la question, de façon à se réapproprier ces espaces médiatiques et publics en décrépitude.

Intervenant-e-s lors de cette 4e université d'été d'Attac Suisse

Bruno Clément de Comédia, Bruno Clémentin des Casseurs de pub et du journal La Décroissance, Ignacio Ramonet du Monde Diplomatique, Michel Schweri du Courrier, Denis Perais d'Acrimed, Cyrill Pinto d'Antidot, Stéphanie Apothéloz de la Meute Suisse, le journaliste indépendant Nick Luethi, l'écrivain Innocent Naki et le sociologue Olivier Voirol.



4e université d'été d'attac suisse
Bienne, Salle Farel, 7-9 septembre 2007
Programme: www.suisse.attac.org

>>>AGENDA>>>

>Vaud>

Mardi 9 octobre, 20h

Rencontre mensuelle, Pôle Sud, Av. J-J Mercier 3, Lausanne-Flon.

Jeudi 11 octobre, 20h

Conférence de Chico Whitaker, Buffet de la Gare, Lausanne. Détails : voir l'agenda d'attac fribourg.

Mardi 23 octobre, 20h

Réunion du groupe Multinationales, Librairie Basta, rue du Petit-Rocher 4, Lausanne-Chauderon.

Mardi 6 novembre, 20h

Rencontre mensuelle, Pôle Sud, Av. J-J Mercier 3, Lausanne-Flon.

Pour les dates des réunions du groupe Fiscalité et Services Publics, ainsi que les thèmes des rencontres mensuelles, veuillez consulter le site : http://www.local.attac.org/vaud/

>Fribourg>

Mardi 9 octobre, 19h00

Comité mensuel attac fribourg, Uni fribourg, devant la salle 3117.

Mardi 9 octobre, 19h30

Conférence avec Francisco « Chico » Whitaker, Prix Nobel alternatif 2006 et fondateur du Forum Social Mondial : **Mondialisation et altermondialisme : quels défis pour la solidarité internationale ?,** Université Miséricorde, salle 3117, Fribourg.

12 octobre, 19.30

botzet 18: dernier cours sur le Capital, (les cours suivants porteront sur l'actualisation du Capital.)

Mercredi 17 octobre, de 8h30 à 11h30

Collecte de signatures pour le 0.7% sur le marché. Annoncez-vous au 078 859 02 44 si vous êtes disponible pour une heure ou deux. Matériel sur place.

>Neuchâtel>

Jeudi 25 octobre, 20h00

Comité d'attac neuchâtel, restaurant l'Arrosée, Neuchâtel.

Mardi 4 décembre, 20h00

Comité d'attac neuchâtel, restaurant l'Arrosée, Neuchâtel.

>>> Compte-rendu de l'Ass
tenue à Bienne, le 8 septer

Pour toute association, l'assemblée générale constitue le moment privilégié par excellence pour passer en revue l'année écoulée et définir les grands axes des activités à venir. Celle d'attac suisse n'a pas fait exception à la règle, puisque après les mots de bienvenue prononcés au nom d'attac bienne, notre secrétaire nationale Florence Proton a présenté le rapport d'activités 2006/2007.

Première constatation de sa part, si le nombre de membres de l'association reste stable autour de 2500 environ, celui de militant-e-s actifs-ves demeure faible avec une cinquantaine au niveau national et une centaine au niveau local, souvent les mêmes par ailleurs. Au vu des nombreuses activités engagées, l'association souffre clairement d'un manque de personnes à mobiliser. Et ce d'autant plus que l'année écoulée a été marquée par le fait que plusieurs personnes, très actives au sein de la coordination et du secrétariat, ont dû diminuer leurs activités militantes pour des raisons d'augmentation de leurs activités estudiantines ou professionnelles. L'organisation interne d'attac suisse a ainsi été secouée par la dissolution du secrétariat national. Pour tenter d'y remédier, une solution a été trouvée par la création d'un secrétariat transitoire (cf. ci-dessous).

Luttes contre la précarité

Sur le plan politique, Florence Proton relève les événements suivants, tous axés sur la lutte contre la précarité : Université d'été 2006 à Bienne, Autre Davos le 19 janvier 2007 à Zurich, mobilisations contre le G8 et Marches européennes contre la précarité. Le bilan suisse de ces dernières, qui ont eu lieu entre le 20 et le 26 mai 2007, est assez mitigé, selon Florence Proton. Si cette mobilisation a permis de créer de nombreux liens, son véritable but, à savoir toucher les précaires et les mobiliser, n'a que peu été atteint. Cet objectif s'avère être un travail de longue haleine et notre mobilisation n'en constituait que le premier pas. En Suisse, contrairement à la France par exemple, il y a peu d'associations unissant les précaires et elles n'ont pas vraiment de tradition de lutte ou de résistance. Heureusement, a souligné Florence Proton, plusieurs indices permettent de voir, ces dernières années, parallèlement à la dégradation des conditions de travail et de vie, les premiers signes de résistance aux mécanismes mis en place par les politiques néolibérales (lutte des grévistes de la Boillat, par exemple). Et la secrétaire nationale de s'interroger : ce travail mériterait d'être poursuivi, mais est-ce bien notre association qui doit le mettre en œuvre ?

Les autres points abordés lors de cette revue de l'année écoulée ont porté sur les services publics, la situation des différentes attac en Europe, les mobilisations contre la guerre, les activités de la commission féministe et la campagne fiscalité qui a permis de faire aboutir le référendum contre la 2e réforme de l'imposition des entreprises. Un thème qu'attac n'est pas prêt d'abandonner puisque la votation aura lieu au début de l'année prochaine (cf. ci-dessous).

Quatre motions

L'autre grande partie de l'assemblée générale a été constituée par la présentation, la discussion et l'acceptation de quatre motions. Deux concernent directement les prochaines grandes activités politiques de notre association, à savoir la tenue de l'Autre Davos 2008 et la campagne en vue de la votation en février sur la 2e réforme de l'imposition des entreprises. La troisième porte sur le fonctionnement du secrétariat national et la quatrième sur un soutien à Attac France.

L'Autre Davos est devenu un événement incontournable des résistances au néolibéralisme. Organisé depuis huit ans par attac suisse, cette conférence interna-

tionale représente, pendant que les décideurs du monde se réunissent dans les palaces de la station grisonne, une occasion importante de critiques et d'échanges, « un espace pour des solutions radicales et sans compromis », comme le rappelle la motion. Pour maintenir ce moment de lutte indispensable, l'assemblée générale a accepté à l'unanimité d'organiser l'Autre Davos 2008 dans le cadre de la journée d'action internationale du 26 janvier 2008 initiée par le Forum Social Mondial. Une manifestation est également prévue ce jour-là, qu'attac soutiendra.

La 2e réforme de l'imposition des entreprises, approuvée par le Parlement en mars dernier et contre laquelle le référendum lancé par attac et diverses forces de gauche a abouti (avec plus de 5000 signatures récoltées par attac), sera soumise au peuple selon toute vraisemblance en février prochain. La lutte contre ce projet de loi, qui prévoit des cadeaux fiscaux aux plus riches, sera donc au centre des toutes prochaines activités d'attac. Les différentes sections ainsi que la commission fiscalité et services publics se sont déjà mobilisées pour produire un précieux matériel de campagne fait de brochures, d'un livre et d'un film à paraître tout prochainement. Pour continuer sur cette lancée et intensifier la campagne, l'assemblée générale a accepté une motion prévoyant l'engagement rémunéré pendant quatre mois de militants pour un poste à 75%. Le texte a été amendé dans le sens qu'attac suisse continuera à mener campagne sur la fiscalité au-delà de la votation et qu'il revient à la coordination nationale d'octobre de décider du nombre de personnes engagées, de les sélectionner puis de définir leurs salaires et leur cahier des charges. Au cours de la discussion, plusieurs personnes ont en effet fait remarquer que l'association a toujours fonctionné sur un mode de militantisme et qu'il faut faire attention à respecter cet aspect en la professionnalisant, ne serait-ce que pour un cours laps de temps.

Secrétariat « transitoire »

La troisième motion prévoit la création d'un secrétariat national transitoire après la dissolution du secrétariat collectif, faute d'effectifs. Ce nouvel organe aura pour tâche de préparer un cahier des charges pour un secrétariat « définitif », d'organiser l'année à venir, ainsi qu'un cycle de formation pour les membres actifs et, finalement, de trouver de nouvelles personnes prêtes à s'engager dans un secrétariat « définitif ».

La dernière motion discutée et adoptée est un soutien à Attac France, en grande difficulté financière à la suite des différents problèmes survenus l'an dernier en son sein. L'association risque le dépôt de bilan et c'est pourquoi, les différentes attac d'Europe ont décidé de lui venir en aide. Grâce à la présence lors de l'assemblée générale de Bruno Clémentin, membre de l'organisation française Les Casseurs de pub, le texte de la motion a été précisé. Il indique qu'attac suisse accorde une garantie financière à Attac France, pour autant que la poursuite des activités de cette dernière soit accordée par la justice française, sous la forme d'un don de 5000 euros et d'un prêt dont le montant serait encore à définir.

Recherche comptable

L'assemblée générale a également été l'occasion d'approuver les comptes d'attac suisse. La comptable Laure Faessler Rusterholz en a profité pour souligner que les rentrées financières sont moins élevées que par le passé et que sans le don extraordinaire reçu l'année dernière, l'association serait dans le rouge.

Réélue, la comptable annonce que pour des raisons professionnelles, elle se voit contrainte de remettre son poste, rémunéré à hauteur de 10%, pour la fin mars. Une ou un remplaçant-e est donc recherché-e !

Enfin, l'assemblée générale s'est terminée par un soutien unanime à la lutte syndicale des ouvriers du bâtiment, dont les patrons ont dénoncé la convention collective. Un appel à signer et à faire signer l'initiative fédérale pour la protection face à la violence des armes, soutenue par attac suisse, a également été lancé lors des divers, de même qu'un rappel à suivre attentivement la situation en Amérique latine. Attac bâle a invité les personnes présentes à participer au congrès sur le revenu universel qui aura lieu dans la cité rhénane du 5 au 8 octobre.

Et pour terminer, les personnes présentes ont très chaleureusement applaudi Willy Perret-Gentil, figure du militantisme, pour ses 80 ans, ainsi que Carol Bonvin et Michel Pellaton pour leur travail tout au long de l'année.

Note : le rapport d'activités et les motions approuvées lors de l'assemblée générale seront disponibles sur le site internet d'attac suisse : www.suisse.attac.org

Mise au concours du poste du/de la **comptable** d'attac suisse

Cahier des charges

Taux d'occupation: 10%

Activités:

- Gestion de la comptabilité d'attac suisse
- Paiements et encaissements
- Paiement des salaires et des charges sociales
- Centralisation des cotisations et redistribution aux sections
- Centralisation des factures réparties entre sections, notamment pour Angles d'attac
- Prélèvements mensuels LSV et
- Débit Direct sur les comptes des membres donateurs
- Tenue des comptes
- Gestion du fichier des membres centralisé
- Tenue à jour du fichier des membres (cotisations, dons, changements d'adresse)
- Suivi des retours de courrier d'Angles d'attac

Qualités requises:

- Notions de base de comptabilité
- Aisance dans l'utilisation d'un programme de comptabilité et d'excel
- Bonne organisation
- Possibilité de pouvoir téléphoner occasionnellement aux heures de bureau.

Le travail de comptable peut être réalisé à domicile, à condition de bien gérer les contacts par e-mail. Il permet une certaine souplesse dans l'organisation du temps de travail et est donc idéal pour un-e étudiant-e. Il y a bien sûr des périodes beaucoup plus chargées que d'autres (encaissement des cotisations et bouclement des comptes en particulier). Le poste est payé à 10%, mais il faut compter travailler l'équivalent de 15-20%, selon les périodes.

Attac suisse dispose du logiciel ClubMaker de C-Channel qui intègre la comptabilité, le fichier des membres, la facturation et les paiements, permettant ainsi d'automatiser certaines tâches.

S'annoncer à suisse@attac.org

>>>Impressum>>>

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph Bienne
Tirage 1'800 exemplaires

Abonnement (pour non-membres)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

Ont participé à ce numéro:

Joëlle Amara, Ounsi El Daïf, Isabelle Lucas, Michel Pellaton, Florence Proton, Sabrina Scardua, Jane Seligmann, Julien Steiner

prochaine parution novembre 2007

>Traductions>

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coordi-trad.attac.org ou en envoyant un mail à coorditrad.ch@attac.org , ou par courrier postal auprès d'attac suisse

>Courrier des lecteurs et lectrices>

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :

Courrier de l'Angles d'ATTAC,
abs d'attac vaud, cp 5105, 1002 Lausanne
ou par mail: angles-ch@attac.org

>Internet>

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org , rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

>Adresses>

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org
Neuchâtel: Case postale 21, 2035 Corcelles
neuchatel@attac.org
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org
Zürich: Postfach 7457, 8023 Zürich, zurich@attac.org
Jura: Case postale 37, 2740 Moutier, jura@attac.org
Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org
Bienne: Case 4314, 2500 Bienne 4, bienne@attac.org
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>> Chronique d'un utérus enragé. >>>

Nous avons reçu cette lettre d'une lectrice de notre journal.

Point sur les U

Vous me demandez si mon mari s'est bien adapté ?

C'est ma fille, ma gazelle café qui vous inspire cette question ; elle lève en moi mille réponses et nous manquons de temps. Je dépose ici ce qui n'a pu être dit...

Notre monde l'absorbe et il prend de nous, autant qu'il donne...

Je n'attends pas de lui qu'il s'intègre, mais bien qu'il garde cette part délicieuse d'Ailleurs, d'étrange étranger qui m'a séduite... Le tamtam m'enivre, il ne me saoule pas, il crée en moi le mouvement... C'est une danse, celle du couple, le temps, le frottement, les multiples différents, transforme chaque partenaire... Le couple mixte à ce petit plus : « la culture ». La culture devient à tour de rôle l'impasse ou la passerelle. La crise modifie chacun et je m'intègre autant qu'il s'adapte...

C'est une ronde, celle de la famille, le charme chaud du sud séduit le grand-père, le large sourire emporte chacun... Les statuettes en bois siègent sur les buffets de tous... La recette typique sera servie à Noël et le boubou bariolé va à ravir, à tante Mathilde...
[...]
C'est une révolution, discrète et silencieuse... C'est ainsi, le monde sait ce qu'il veut et il est rapide, il mélange les races et se moque de savoir si tout le monde s'intègre bien... Il y aura ceux qui se cramponnent à l'ancien et les avides de nouveau... Et aussi celui qui n'opine jamais... Le monde nous sert ce qu'il veut et chaque mammifère finit par s'adapter au changement de son milieu, ou disparait...

Pour ma part, je m'intègre très bien aux communautés migrantes, je m'adapte, danse leur danse, je parle fort, je ris autant, j'arrive tout le temps en retard et mon sourire permanent vaut milles excuses...

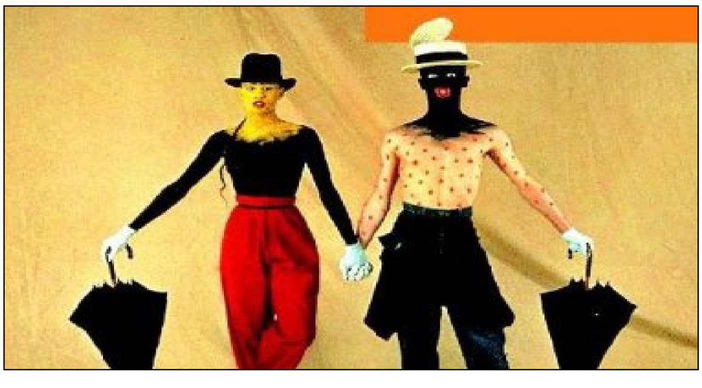
J'aime beaucoup leur approche du temps, ronde et chaleureuse, qui m'autorise à être en accord avec mon horloge interne... J'aime le mélange des générations, ici la fête se vit ensemble, autour d'une même musique, qui n'aura jamais d'âge... J'aime les saveurs épicées et parfumées, les tissus colorés, bariolés... J'aime l'ambiance, j'aime ces fêtes ou l'étrange étranger tente de se conformer, tout en restant lui-même...

Je suis une citoyenne de l'univers et les frontières nationalistes imposées aux hommes me font frissonner d'absurdité...

Peut-être qu'il serait bon de désarmer, Monsieur Freysiger, avant qu'une de vos filles ne tombe sous le charme d'un Ailleurs délicieux...

Voilà, j'ai le sentiment de vous avoir répondu, et vous souhaite une belle intégration sur la planète bleue...

J.P.



>>> Solidarité avec les mineurs de Jbel Aouam: communiqué d'attac Maroc >>>



Pendant la nuit du lundi 10 septembre, les forces de l'ordre marocaines sont intervenues pour casser les piquets de grève organisés par les mineurs de Jbel Aouam (Moyen-Atlas, Maroc), en grève depuis le 4 juillet dernier pour lutter contre la précarisation de leur statut et les compressions de personnel. Après avoir joué le pourrissement de la lutte, la Société minière, désarçonnée par la détermination des mineurs et de leurs familles, tente maintenant par la force de relancer la production tout en faisant la sourde oreille aux revendications des mineurs.

Les forces de l'ordre ont laissé derrière elles de nombreux blessés et ont opéré de multiples arrestations. Si les femmes arrêtées ont été maintenant relâchées, ce sont encore 29 mineurs qui sont en détention et ont été transférés dans la ville de Khénifra (à une trentaine de kilomètres de Jbel Aouam). Le mardi 11 septembre au matin, plus d'un millier de citoyennes et citoyens, accompagnés de leurs enfants, se sont rassemblés devant la caserne de gendarmerie de Mrirt, réclamant la libération des ouvriers arrêtés et leur retour dans leurs foyers.

Le pouvoir a été largement désavoué par l'abstention massive des électeurs marocains lors du scrutin législatif du vendredi 7 septembre (10 millions d'électeurs n'ont pas votés et on compte 1 million de bulletins blancs). Il n'en poursuit pas moins sa politique d'ignorance et de mépris pour les souffrances du peuple marocain : les prix du pain et de l'huile ont augmenté dès le lendemain des élections, alors qu'un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Il répond par la répression, la matraque et les procès aux revendications légitimes des travailleurs et bâillonne la liberté d'expression en poursuivant en justice grévistes, manifestants et journalistes.

Attac Maroc salue la maturité du peuple marocain qui refuse d'apporter sa caution à une démocratie de carton-pâte qui se déchire à la première revendication portée sur la place publique d'une reconnaissance des droits des citoyens à la satisfaction de leurs besoins élémentaires, à l'accès aux services de base et au respect de leur dignité.

L'association marocaine salue également la détermination des populations de plus en plus nombreuses qui, comme à Bouarfa, Ifni, Tata et bien d'autres villes et villages du pays, revendiquent leur accès à l'eau, à la santé et à l'école et refusent ce Maroc à deux vitesses, ouvert d'un côté aux appétits du capital mondialisé tandis que de l'autre, la plus grande partie du pays est marginalisée et laissée à l'abandon.

Attac Maroc dénonce une escalade de la répression qui ne peut en aucun cas résoudre les problèmes structurels que vit le pays et réaffirme son engagement auprès des populations en lutte pour la satisfaction de leurs revendications légitimes.

L'organisation réaffirme sa solidarité entière aux côtés des mineurs de Jbel Aouam et de leurs familles pour la libération de tous les mineurs arrêtés, le respect du droit de grève ainsi que du droit à travailler dans la dignité et la sécurité avec des salaires décents et des contrats pérennes.

Attac Maroc appelle à la solidarité internationale des travailleurs aux côtés des mineurs de Jbel Aouam et de leurs familles.

Appel à la solidarité des femmes des mineurs de Jbel Aouam "Pour le droit à la scolarisation de nos enfants !"

Au moment de la finalisation de ce numéro d'Angles d'attac, nous avons reçu cet appel des femmes des mineurs en grève dans les mines de Jbel Aouam, Maroc.

Depuis le 4 juillet 2007, nos maris, les mineurs de Jbel Aouam poursuivent leur mouvement de grève pour exiger leurs droits légitimes.

Depuis 2 mois en piquet de grève, ils résistent aux pressions, aux provocations, à la répression et à l'absence de dialogue avec la direction de la société des Mines. Les responsables ne manifestent aucune volonté pour sortir de cette impasse, ils se cachent derrière le silence et sont complices des provocations pour briser la lutte.

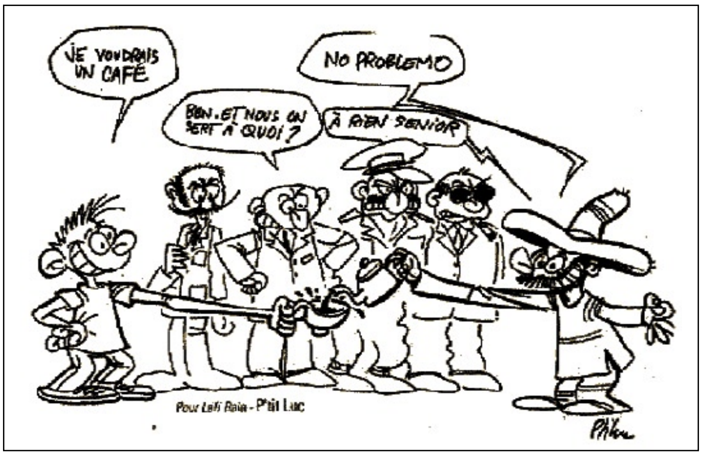
Nous vivons une situation dramatique!

A quelques jours de la rentrée scolaire, nos filles et nos garçons ne pourront pas poursuivre leur scolarité. Nous, mères, convaincues que notre lutte est celle de tout citoyen pour la dignité, vous appelons à exprimer votre solidarité avec les enfants des mineurs en grève pour leur droit à la scolarité.

Pour les personnes qui souhaiteraient faire un don de soutien, nous vous prions de vous annoncer par email à suisse@attac.org. Nous vous donnerons des informations précises lorsque les détails de la procédure nous parviendront.

>>> Changer le monde en consommant? >>>

Le commerce équitable connaît actuellement une vague de popularité. Les labels se multiplient, de plus en plus nombreux sont les magasins qui proposent des produits issus de ce commerce. Depuis quelques années, cette tendance s'est encore accentuée, à tel point que non seulement la grande distribution s'y est mise mais aussi, comble du paradoxe, des grandes multinationales de l'agroalimentaire comme Nestlé produisent une partie de leur matière première sous le label « commerce équitable ». Contrairement à la majeure partie du commerce mondial, le commerce équitable, qui garantit une juste rétribution, des conditions de travail acceptables et une couverture sociale, suscite l'enthousiasme et, selon ses adeptes, permettrait le passage d'un mauvais commerce mondial à un bon commerce mondial.



Les disfonctionnements du commerce mondial

Depuis la fondation de l'OMC en 1995 et l'introduction du dossier agricole dans les prérogatives de celle-ci, les pays en voie de développement se sont vus forcés d'ouvrir leurs marchés aux produits agricoles du Nord, alors que la protection de leurs agricultures, à travers des barrières tarifaires, passait jusque-là par la garantie de pouvoir se protéger du dumping international. Parallèlement à cela, la réduction drastique des subventions aux agriculteurs, considérées comme une « distorsion au commerce », a encore aggravé une situation précaire pour les familles paysannes. Avec des revenus en constante baisse, parfois insuffisants pour leur garantir une vie digne, les paysans sont de plus en plus nombreux à quitter leurs exploitations et à s'engager comme ouvriers agricoles dans des grandes monocultures de café, de coton ou de cacao, ou à s'exiler en ville. Les cultures vivrières sont ainsi abandonnées au profit des grandes monocultures destinées à l'exportation. Ce mécanisme s'avère très dangereux car, non seulement des régions entières se retrouvent dépendantes au niveau de la nourriture et désertifiées par l'arrêt des cultures mais, en plus, avec la chute du cours de leurs produits d'exportation, l'importation est de plus en plus difficile. La conséquence directe est une précarisation accrue et des famines de plus en plus nombreuses qui touchent, selon les chiffres de Via Campesina, plus de 600'000 personnes.



Changer le monde en consommant équitable ?

Au vu de ces dysfonctionnements, le commerce équitable semble prometteur de changement et d'amélioration de la condition paysanne mondiale : rémunération plus élevée des petits producteurs, gage d'élévation sociale et respect des normes du BIT (Bureau international du travail). Actuellement, il est possible d'estimer qu'environ 1 à 3 millions de paysans vivent mieux grâce au commerce équitable. Sur un total de plusieurs centaines de millions, ce n'est qu'une goutte d'eau. Est-ce que, en transformant tout le commerce international classique en commerce respectueux des règles élémentaires de travail et garantissant un revenu minimum vital aux paysans, la précarité, qui touche les sociétés paysannes, serait éliminée ?

Pour différentes raisons, il est possible d'en douter. Tout d'abord, la transformation des produits se fait toujours dans les pays industrialisés : ainsi, la part de la valeur ajoutée la plus importante est captée par les grandes multinationales. Les petits producteurs ne sont pas maîtres de la filière de production et se trouvent ainsi exclus des bénéfices que celle-ci rapporte. D'autre part, la question de la possession de la terre est également fondamentale : celle-ci appartient à des grands producteurs et les petits paysans ne la possèdent pas. Tant que ces derniers resteront des ouvriers agricoles dépendants des grandes exploitations, leur situation ne s'améliorera pas. D'autre part, dans le commerce équitable, la logique reste tournée vers l'exportation et cela au détriment d'une agriculture vivrière. Finalement, à travers des questions comme la privatisation de l'eau et des semences, les paysans se retrouvent, une fois de plus, dépendants des multinationales du Nord.

À travers ces quelques points, on comprend que la logique du commerce mondial n'est pas transformée par le passage d'un commerce classique à un commerce équitable. À un niveau plus politique, le commerce équitable nous permet d'analyser un changement qui est en cours depuis quelques années dans nos sociétés : le passage de la notion de citoyen-ne à celle de consommateur-trice. Or ce « nouveau pouvoir », si souvent considéré comme le pouvoir capable de transformation de la société, est basé sur la capacité économique des gens et n'a donc rien d'égalitaire ou de démocratique. D'autre part, l'acte de consommation est un acte individuel. Or, pour nous opposer à des politiques profondément injustes, il ne faut pas en rester à des actes individuels. Les distorsions du commerce et la suprématie des multinationales doivent être combattues par des luttes collectives, notamment en soutenant des luttes paysannes ou des luttes syndicales qui visent directement à améliorer les conditions des artisans, ouvriers ou paysans. Une réelle transformation du monde ne passera que par ces luttes et par notre soutien à elles.

Le commerce équitable, s'il est important car il soutient réellement des familles paysannes, ne transforme pas le système du commerce mondial. Celui-ci reste avant tout un système profondément asymétrique et injuste qui permet aux richesses de s'accumuler entre les mains d'une élite économique, largement soutenue par les gouvernements du Nord ou du Sud qui y sont liés et par des institutions internationales comme l'OMC. Tant que nous ne sortirons pas de cette logique d'expropriation et de captation des richesses, aucun changement n'est réellement possible.